

BILAN de la campagne #VenezVerifier de Fleury Michon

Auteur : Angélie BARAL

Publié le 15 septembre 2014

www.gestes-environnement.fr/archive/2014/09/09/fleury-michon-qualite-surimi-colin.html



D'avril à juillet 2014, j'ai participé en tant que blogueur à la campagne [#VenezVerifier](#) de [Fleury Michon](#), visant à démontrer la qualité de son surimi (voir précédents articles [ici](#) et [là](#)). De la visite des usines de production en Vendée à la pêche du Colin d'Alaska et la fabrication de pains de poissons, j'ai ainsi suivi tout le processus de fabrication, allant même jusqu'à embarquer à bord d'un chalutier. Il est donc temps pour moi de faire le bilan.

Lorsque la campagne a démarré, j'ai rapidement été interpellée par l'absence d'additif et de colorant dans la recette des surimis de Fleury Michon, se démarquant ainsi d'une grande partie de la concurrence (à commencer par [Coraya](#)...). Cette bonne surprise m'a donné envie d'aller plus loin, l'occasion de se pencher sur LA question sensible : le poisson. Confronter la réalité est toutefois loin d'être évident, comme en témoigne cette vidéo que j'ai prise sur le chalutier:

[Lien vers la vidéo](#)

Certes, **le poisson pêché est labellisé MSC** (Marine Stewardship Council), sensé garantir une pêche durable ne mettant pas les stocks en danger. Est-ce suffisant? Rien qu'en France, 60.000 tonnes de surimi sont consommés par an, soit 21.000 tonnes de "surimi base" (la pâte de poisson formée à partir des filets et constituant environ 35% des surimis). La marque occupant 25% de ce marché, il faut donc 5250 tonnes de surimi base (soit probablement quelques 10.000 tonnes de poissons entiers) - une bagatelle comparé à la **production mondiale d'1 million de tonnes de surimi base** (1).

Le Colin d'Alaska représente environ la moitié de la production mondiale. Mais pour Fleury Michon, il constitue 90% du poisson utilisé. C'est donc sur lui que je me concentrerai - n'ayant pu observer la pêche du Merlu blanc du Pacifique (les 10% restants). L'analyse portera donc sur les points suivants:

1. Les garanties du label MSC
2. Suivi des stocks et gestion halieutique
3. Les méthodes de surveillance
4. Les impacts sur l'environnement

1. Les garanties du label MSC

Le MSC est un label certifiant la pêche durable, afin de prémunir contre la surexploitation des ressources halieutiques. Né en 1997 à l'initiative du WWF et le groupe Unilever, le MSC certifie aujourd'hui 179 pêcheries dans le monde représentant 7 millions de tonnes de poissons, soit environ 7% des captures mondiales (chiffres 2012) (2).

Cependant, **le MSC fait régulièrement l'objet de vives critiques**, accusé d'être un peu trop conciliant. Une étude en 2013 (3) concluait que les principes du MSC étaient trop indulgents, en permettant une interprétation trop généreuse par les auditeurs - tout en rejetant la plupart des recours des ONG (un mécanisme faisant partie intégrante du processus, mais jamais suivi d'effet). *[MàJ du 16/09/14: [Le MSC a répondu à ces accusations](#) affirmant que l'objectif de la procédure d'objection était incompris, que certains scientifiques étaient juges et partis, rappelant par ailleurs que 9 objections sur 19 avaient abouti à la révision des rapports et à la mise en place de 13 nouvelles conditions pour les pêcheries concernées. Mais attendez... si les auteurs de l'étude sont à la fois juges et partis, c'est qu'ils connaissent particulièrement bien les procédures et sont les plus à même de les critiquer, non? Or, des ONG comme Greenpeace et [Bloom](#) (co-auteurs) perdent rarement leur temps à dénoncer des dysfonctionnements sans fondement...].*

Or, un échange avec une scientifique de la [NOAA](#) (National Oceanic and Atmospheric Administration - agence américaine responsable de l'étude de l'océan et de l'atmosphère) a révélé que **le MSC venait récemment de labelliser plusieurs une pêcherie de Colin russe** *[MàJ 16/09/14]* ... qui s'engage à respecter les critères du label, sans qu'aucune preuve ne puisse évidemment être apportée (*) - suivi et transparence russe oblige (on voit les dégâts avec la [pêche illégale du crabe royal](#) en Russie)... D'ici quelques temps, le consommateur devrait donc se retrouver à manger du colin russe pseudo labellisé dont il est impossible de vérifier le respect d'une pêche durable.

Pour le sérieux du MSC, on repassera. Fleury Michon n'est évidemment pas fautif, mais il convient désormais pour toute entreprise visant à être responsable de **s'assurer que leurs fournisseurs puissent attester de leurs pratiques - et ne pas se contenter de la seule apposition d'un label**. Cela semble être le cas avec le suivi américain du Colin (lire ci-après). Espérons que Fleury Michon ne sera pas tenté de sitôt à aller voir ailleurs, [comme le fait déjà le groupe Iglo](#).

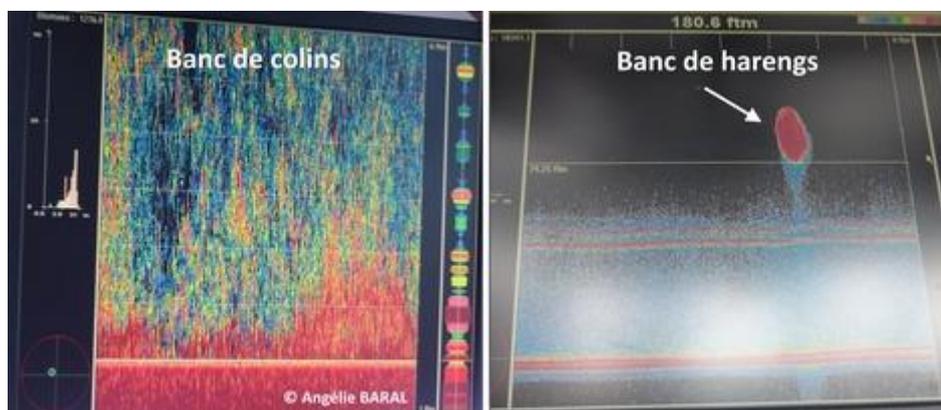
2. Suivi des stocks et gestion halieutique

Le colin d'Alaska (*Theragra chalcogramma*) vit dans le Pacifique Nord entre 100 et 300 m de profondeur. Il peut vivre 30 ans, atteignant sa maturité sexuelle vers 3-4 ans quand il mesure entre 20 et 50 cm (c'est l'âge à partir duquel il est pêché). Adulte, il peut mesurer jusqu'à 130 cm et peser 18 kg. Se répartissant en une douzaine de stocks distincts, ces derniers sont gérés par les administrations nationales (États-Unis, Japon, Russie, Corée du Nord), voire des commissions internationales quand les stocks chevauchent plusieurs eaux nationales. **C'est la première espèce pêchée dans le monde, à raison d'environ 3 millions de tonnes par an** ces dernières années contre 7 millions à la fin des années 80 - un déclin qui serait dû, entre autres facteurs, à la surexploitation de certains stocks (4).

Le colin reste toutefois régi par des **quotas de pêche établis annuellement** sur la base de recommandations scientifiques : l'ABC (*Acceptable Biological Catch* ou prises biologiques acceptables). Aux États-Unis, c'est ensuite le [NPFMC](#) (North Pacific Fishery Management Council) qui détermine le TAC (*Total Allowable Catch* ou total admissible de capture), en dessous ou égal à l'ABC. Si le TAC a chuté ces dernières années, il connaît à nouveau une hausse (1,2 millions de tonnes en 2013, 1,75 en 2014 et 1,94 en 2015) (5).

Par ailleurs, **des limites sont également fixées pour les prises accessoires** (des espèces se retrouvant dans les filets bien que n'étant pas la cible des bateaux): les prises accidentelles de saumon notamment sont très contrôlées. Cet été, les prises trop importantes de calmars ont entraîné la [fermeture de zones de pêche](#) pour éviter d'atteindre les limites admissibles. **Une fois celles-ci atteintes, toute la pêche au colin s'arrête pour la saison**, que les pêcheurs aient ou non atteint le quota de colin. Enfin, ça, c'est pour la théorie. J'ai posé la question à des responsables de pêcheries: ils m'ont affirmé que ces limites n'avaient jamais été atteintes (donc, la pêche n'a jamais stoppé). Doit-on remercier des techniques de pêche ultra perfectionnées ou des limites trop élevées?

Il faut reconnaître cependant que le colin a la particularité de vivre en très larges bancs. De ce fait, aidé également par des filets adaptés laissant d'autres espèces s'échapper, **99% des prises sont du colin**, ce qui évite un gâchis énorme (en moyenne, les prises accessoires sur le volume global mondial pêché est de 8%, mais peut atteindre 95% pour les crevettes tropicales... une honte)(6). Nous l'avons vu sur le chalutier, sur deux chaluts remontés, le colin s'étalait à perte de vue, les autres espèces étaient très rares. D'ailleurs, les bancs de colin sont parfaitement reconnaissables sur les écrans de contrôle des chalutiers, comme en attestent ces captures d'écrans. Cela permet de jeter les filets au meilleur moment.



Enfin, des zones ont été établies, où la pêche est strictement interdite, notamment une petite bande de quelques kilomètres le long des côtes, mais aussi des parcs nationaux et des réserves ([accéder à la carte](#)) qui servent de refuge à la vie sauvage, tout particulièrement les lions de mer.

3. Les méthodes de surveillance

Dès lors que des quotas sont fixés, le déclaratif ne suffit pas et des contrôles constants sont effectués par des observateurs fédéraux. Ce sont des scientifiques diplômés en biologie marine, recrutés par un petit groupe d'[agences assermentées](#) pour le compte de la NOAA ([National Oceanic and Atmospheric Administration](#)). **Chaque bateau partant en mer embarque obligatoirement un observateur fédéral, présent tout au long de la remontée des filets.**

Ce dernier prélève des échantillons de poissons (cf. photo de droite en tête d'article) qui sont pesés et mesurés et les prises accessoires sont répertoriées. **Un observateur ne passe jamais plus d'une saison à bord d'un même bateau** (2 saisons par an, de janvier à avril, puis de juin à octobre), pour éviter tout "copinage", la corruption étant par ailleurs lourdement condamnée. J'imagine déjà la tête de nos pêcheurs français si des observateurs étaient imposés systématiquement à bord!!!

Par la suite, **un autre observateur est présent lorsque le poisson est débarqué à l'usine**. Dans celle que nous avons visitée, les prises accessoires triées ensuite des tapis roulants atterrissaient dans des bacs dont le contenu était on ne peut plus visible de l'extérieur. N'importe quel observateur peut y jeter un coup d'oeil...

Des tableaux de suivi, bateau par bateau, espèce par espèce sont diffusés pour suivre l'état des prises quotidiennement. Chaque pêcherie peut donc gérer ses quotas et donner des directives à sa flotte qui sortirait de la moyenne, mettant en péril le reste de la saison. Franchement, sur cet aspect, c'est très certainement bien plus sérieux qu'en Europe.

4. Les impacts sur l'environnement

Est-ce vraiment durable de pêcher *un million* de tonnes de poisson chaque année (rien qu'aux US)? Nous pourrions croire que les quotas sont ajustés de manière à préserver la manne... Pourtant, certaines ONG ne l'entendent pas de cette oreille, Greenpeace en tête, mais aussi l'aquarium de Monterey (Californie), à l'origine de [Seafood Watch](#), un des plus vastes programmes de sensibilisation à la pêche durable dans le monde.

Ainsi, si l'aquarium reconnaissait que le colin d'Alaska était généralement bien géré, des questions subsistaient sur l'état des populations (qui ont connu un déclin depuis 20 ans) et les impacts des chaluts. En effet, bien que les pêcheries n'utilisent dans la mer de Béring que des filets d'eaux moyennement profondes, **il est estimé que ces chaluts touchent les fonds marins 44% du temps**. Étonnamment, j'ai du recourir [au cache de Google](#) (permettant de rendre visible d'anciennes pages) pour retrouver ces données citées dans plusieurs articles parus en 2013, mais qui ont désormais disparu du site de Seafood Watch.

En raclant les fonds marins, les filets endommagent les éponges et les nombreux coraux d'eaux froides, d'autant plus fragiles que leur croissance est très lente ([4 à 25 mm/an](#)). En 2007 et 2012, [Greenpeace a d'ailleurs mené plusieurs expéditions dans la mer de Béring](#), entre l'Alaska et la Russie, pour filmer les profondeurs et les canyons Zhemchug et Pribilof, les plus grands canyons sous-marins du monde. L'ONG a ainsi révélé l'existence d'une faune incroyablement diversifiée, qui reste extrêmement vulnérable face à la surpêche dans cette région du globe, comme le montre ce petit reportage de LinkTV.

[Lien vers la vidéo](#)

L'ONG estime que **73 tonnes de coraux sont réduits en miette chaque année dans la mer de Béring et les Îles Aléoutiennes** (7), proposant alors la mise en place d'une zone protégée autour de ces deux gros canyons pour servir de pépinière de jeune poissons et contribuer au repeuplement des fonds marins - sachant que seuls 4% des colins y sont pêchés. En avril dernier, [l'ONG a été déboutée de sa demande](#). La NOAA estime que "*des zones entières de ces grands canyons n'abritent quasiment pas de coraux tandis que de larges zones en dehors de ces périmètres en sont très riches. Si le but est de protéger ces habitats sensibles, il y a sans doute de meilleures façons de le faire que de fermer tout simplement l'accès de ces canyons à la pêche*" (8). Si Greenpeace dit vrai, à savoir que seul 4% du colin y est pêché, cela semble plus subtile de protéger ces zones que recourir aux "meilleures solutions" de la NOAA que personne ne propose au demeurant pour l'instant...

Enfin, il persiste des inquiétudes sur le rôle de la pêche et le déclin des lions de mer de Steller, désormais très protégés, mais qui se nourrissent notamment de colin. De gros efforts ont été fait à ce niveau depuis 10 ans, avec la mise en place de zones interdites de pêche - mais des études plus poussées sont nécessaires pour comprendre toute la chaîne alimentaire et la façon dont la pêche peut impacter à différents échelons.

Et Fleury Michon dans tout cela?

Nous pourrions toujours argumenter sur les quantités pêchées, Fleury Michon n'est qu'un pion sur un échiquier où seul le consommateur joue en décidant de l'espèce qu'il consomme et en quelle quantité. A se plonger au coeur du monde de la pêche, tout n'est pas si simple. Du gâchis plus ou moins important selon

les espèces à la surveillance du bon respect des quotas, des techniques utilisées à la transparence des données, il y a une hétérogénéité mondiale épouvantable et totalement opaque.

Échelle industrielle pour échelle industrielle, mieux vaut que l'entreprise s'en remette au Colin après tout. Quitte à manger du poisson, sans doute vaut-il mieux au final opter pour un poisson très surveillé, qui génère très peu de gâchis, **à la condition qu'il soit pêché dans les eaux américaines et non russes** (zéro confiance sur le suivi), en comptant sur la vigilance d'ONG comme Greenpeace pour identifier les zones les plus sensibles et faire pression pour les protéger.

Je rappelle qu'en 2010, **la quantité de thon rouge de l'Atlantique Est négocié sur le marché mondial dépassait le quota légal de 141 %** (9) et, d'une manière générale, les pêcheurs européens semblent incapables de respecter le moindre quota, quelles que soient les espèces. Ce n'est seulement qu'en 2013 que l'Union Européenne a pondu dans la douleur [un accord contre la surpêche](#)... qu'il reste à faire respecter.

Et si le consommateur commençait par devenir plus raisonnable sur les quantités qu'il absorbe, en acceptant d'y mettre le juste prix?

--

Pour aller plus loin:

Un livre a vu le jour sur les enjeux de la pêche du Colin d'Alaska, je ne l'ai pas lu mais voici ses références: Kevin M. BAILEY (2013) "[Billion-Dollar Fish: The Untold Story of Alaska Pollock](#)", University Of Chicago Press, 288 p.

Sources:

(1) [Guide des espèces 2013](#), Alliance Produits de la Mer

(2) Source: [Association Bloom](#)

(3) "[A review of formal objections to Marine Stewardship Council fisheries certifications](#)", C. Christiana, D. Ainleyb, M. Baileyc, P. Daytond, J. Hocevar, M. LeVinef, J. Nikoloyukg, C. Nouvianh, E. Velardei, R. Wernera, J. Jacquet, *Biological Conservation* 161 (2013) p.10-17

(4) [Fiche espèce: le colin d'Alaska](#)

(5) [Council motion – GOA Groundfish harvest specifications](#) (pdf qui s'ouvre), NPFMC

(6) "[Guide pour la réduction des prises accessoires dans la pêche au chalut des crevettes tropicales](#)", FAO (2009)

(7) "[Is it time for Bering Sea Canyon Marine Protected Areas yet?](#)", Greenpeace (8 avril 2014)

(8) "[Canyons, Corals, and Sustainable Fishing in the Bering Sea](#)", NOAA (juin 2014)

(9) "[Le thon rouge de Méditerranée souffre plus que jamais de surpêche et de fraudes](#)", Notre Planète info (oct. 2011)

(*) [MàJ 16/09/14] Je cite, sur le [communiqué de presse du MSC](#): "Lors de l'évaluation, l'organisme de certification a identifié huit plans d'actions que la pêche **devra** accomplir durant la période de certification et qui permettront notamment de renforcer son programme de surveillance et d'observation". On est donc bien dans les engagements. Pas des pratiques déjà en cours...